

L'extrême-droite n'est pas du côté des travailleurs et des travailleuses !

**Pour nos droits, pour nos libertés, pour la justice sociale :
Front populaire !**

Le résultat était annoncé, les listes d'extrême-droite réalisent 40% des voix aux élections européennes. Macron et son gouvernement sont en grande partie les responsables de l'augmentation vertigineuse du vote d'extrême-droite ces dernières années, avec sa politique de régression sociale (retraites, assurance chômage, etc.) et sa fiscalité ultra-favorable aux plus riches, sans compter la répression féroce des manifestations, des Gilets jaunes aux Kanaks en passant par les mobilisations écologistes. A ce désastre électoral pour la majorité présidentielle, Macron répond par une dissolution et une campagne législative expresse, précipitant le pays vers un risque de victoire de l'extrême-droite.

Disons-le tout net : **l'extrême-droite n'est pas l'amie des fonctionnaires, des salarié-es, des droits des femmes, des jeunes, des retraité-es ; elle est l'ennemie de la solidarité et de l'égalité.**

A l'Assemblée nationale ou au Parlement européen, le RN a voté :

- contre l'augmentation du SMIC,
- contre le gel des loyers,
- contre le blocage des prix des produits de première nécessité,
- contre le droit à l'IVG,
- contre le plan d'un milliard d'euros pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes,
- contre l'imposition des grandes fortunes et les taxes sur les produits de luxe,
- contre toutes les mesures en faveur de l'écologie...

Le RN au pouvoir, c'est un cran décisif dans la suppression des libertés publiques, la préférence nationale et les politiques racistes, ce sont des attaques contre les personnes LGBTQI, les personnes étrangères ou considérées comme telles, des attaques à venir contre les fonctionnaires, le droit de grève et les syndicats.

Le RN ne propose rien non plus contre le manque cruel de services publics auquel les tant d'entre nous sont confronté.es là où nous vivons. Au contraire il s'oppose aux services publics en prônant une baisse des cotisations, la réduction de certains impôts, en fustigeant la « bureaucratie », et en prônant le tri entre les usager.es selon leur origine, dans la droite ligne de son projet raciste et à rebours du principe d'égalité d'accès aux services publics.

Le RN est l'ami du patronat : Bardella vient de renoncer à revenir sur la réforme des retraites pour rassurer les marchés financiers !

Contre cette perspective de régression, de discrimination, le syndicat SUD Travail Affaires sociales s'inscrit dans la dynamique du Front populaire pour non seulement empêcher l'arrivée au pouvoir du RN, mais aussi pour donner aux millions de travailleurs et travailleuses, aux jeunes une perspective : celle d'un plan d'urgence pour la justice sociale et écologique.

Comment pourrions nous imaginer travailler dans un ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion tenu par un ou une ministre d'extrême droite, conduisant une politique toujours plus discriminante et régressive pour les salarié.es du privé comme du public ?

**La société que nous voulons, c'est une société où chacun.e trouve sa place, une
société émancipée, égalitaire, solidaire !**